

---

# PAC : l'Union européenne doit repartir d'une page blanche

---



©Jean-Luc Bertini/Greenpeace

**Greenpeace** est une organisation internationale qui agit selon les principes de non-violence pour protéger l'environnement et la biodiversité et promouvoir la paix. Elle est indépendante de tout pouvoir économique et politique et s'appuie sur un mouvement citoyen engagé pour construire un monde durable et équitable.

**Mai 2020**

**GREENPEACE**

# PAC : l'Union européenne doit repartir d'une page blanche

---

Nous savons déjà que le système alimentaire mondial est malade. Contrôlé par les multinationales, il détruit les écosystèmes naturels et contribue massivement à la crise climatique. Surtout, il est injuste : il ne garantit ni prix équitables ni emplois pérennes pour de nombreux paysans et paysannes, plongeant des millions d'entre eux dans la faillite, et il n'est pas adapté au régime alimentaire vers lequel la population européenne doit se tourner, à savoir moins de viande et de produits laitiers, et plus d'aliments végétaux, produits de façon écologique et accessibles à tous et toutes.

Bien que les [preuves de l'échec](#) de ce système s'accumulent, les responsables politiques européens redoublent d'efforts pour le maintenir à flot. La crise actuelle du COVID-19 n'est qu'un révélateur de plus de ses faiblesses.

Dans le cadre des plans d'aides et de relance élaborés par les responsables politiques pour faire face à la crise, il est indispensable de repenser totalement notre système alimentaire – et non de rafistoler l'ancien. Un tiers du budget de l'Union européenne (UE) sert actuellement à maintenir le modèle agricole actuel grâce aux subventions de la Politique agricole commune (PAC). Il serait temps que l'argent public finance une agriculture au service de l'intérêt public.

## PAC : l'UE doit revoir sa copie

**Il est nécessaire de repartir de zéro, de construire un système alimentaire juste et durable, et de revoir les règles de la redistribution de l'argent public.**

Les premières mesures à prendre pour un système alimentaire plus juste, écologique et durable :

- 1. Financer les paysans et paysannes, pas les hectares**
- 2. Nourrir les humains, pas les animaux**
- 3. Privilégier les fruits et légumes, pour une meilleure santé**
- 4. Investir dans la production alimentaire, pas dans les carburants ou les flux mondialisés**

# 1. FINANCER LES PAYSANS ET PAYSANNES, PAS LES HECTARES

---

L'argent des Européens et Européennes financent les inégalités en engraisant toujours plus les fermes-usines, au détriment des paysans et paysannes qui n'ont pas industrialisé leurs activités. Aujourd'hui, [1% des plus grosses exploitations](#) empochent un tiers de toutes les subventions de la PAC. En d'autres termes, 10 % de l'ensemble du budget de l'UE bénéficient à quelque 130 000 grands propriétaires terriens. Le calcul des subventions est largement basé sur le nombre d'hectares qu'un agriculteur possède ou loue, et non sur ce qu'il produit ou sur les méthodes qu'il emploie. Ce système a fait de l'agriculture un univers impitoyable, avec sa [corruption](#), ses [oligarques](#) et même sa [mafia](#), prospérant sur les subventions publiques.



©Theophile Trossat/Greenpeace

[Des millions de petites fermes ont déjà disparu](#) ces dernières années, avalées par des fermes-usines qui accaparent la majeure partie des aides publiques et qui tirent les prix du marché vers le bas. Sans un changement radical des politiques publiques, la crise du COVID-19 ne fera qu'empirer la situation de nombreux paysans et paysannes déjà vulnérables.

Il est crucial de repenser de fond en comble la politique agricole européenne pour faire en sorte que les subventions bénéficient aux paysans et aux communautés locales, plutôt que d'être calculées en fonction des hectares, ce qui profite aux grandes exploitations.

## **NOUS DEMANDONS LA FIN DES AIDES DIRECTES À L'HECTARE**

**L'argent public doit être redistribué en fonction des bénéfices sociaux et environnementaux des exploitations.**

## 2. NOURRIR LES HUMAINS, PAS LES ANIMAUX

---

On aurait besoin de beaucoup moins de place à l'échelle mondiale pour produire des aliments sains si davantage de terres agricoles servaient à cultiver des productions destinées directement à nourrir les humains et non les animaux d'élevage. Dans l'UE, [71 % des terres agricoles](#) et 63% des terres arables sont cultivées pour l'alimentation animale. Pourtant, la production industrielle de viande, de produits laitiers et d'œufs reste largement dépendante des importations d'aliments pour animaux, comme le soja : ces importations représentent, en termes de surfaces cultivables nécessaires, [la taille de l'Autriche et de la Belgique réunies](#).

Ces système rend les agriculteurs à la fois dépendants de gros opérateurs, notamment les négociants d'aliments pour animaux et les fabricants de produits agrochimiques, et vulnérables à la moindre perturbation des marchés. Dans le même temps, de plus en plus de viande et de produits laitiers produits en Europe sont destinés à l'exportation. Comme nous l'ont notamment montré les différentes mobilisations et [manifestations d'agriculteurs](#), ce secteur était déjà en crise bien avant la pandémie du COVID-19.

La production d'aliments pour les animaux d'élevage est l'un des principaux moteurs de la déforestation et de la destruction des écosystèmes qui, couplées à l'expansion agricole, l'élevage industriel /intensif et l'exploitation des espèces sauvages, ont créé les "[conditions parfaites](#)" pour que des maladies, comme le COVID-19, se transmettent des animaux à l'être humain.

Plus que jamais, la production agricole européenne doit se défaire du modèle de l'élevage industriel, produire plus d'aliments végétaux pour une alimentation plus saine, et garantir plus d'emplois de qualité. Greenpeace a [déjà demandé](#) que les subventions publiques ne soient plus attribuées aux fermes-usines. L'UE doit limiter le nombre d'animaux par hectare pour les exploitations qui reçoivent des aides. Les fermes-usines qui entassent trop d'animaux au mètre carré ne devraient pas pouvoir prétendre aux subventions publiques.

D'autres mesures sont également nécessaires. **Plutôt que d'utiliser toujours plus d'argent public, surtout en temps de crise, pour financer la surproduction et la surconsommation de viande et de produits laitiers, nous devrions nous attaquer aux racines du problème.**

### IL FAUT LIMITER LA PRODUCTION DE VIANDE ET DE PRODUITS LAITIERS

en Europe pour garantir une consommation saine et durable et le développement équilibré des territoires.

L'argent public doit inciter les agriculteurs et agricultrices **à réduire le nombre d'animaux sur leurs fermes et les récompenser dans ce sens.**



### 3. PRIVILÉGIER LES FRUITS ET LÉGUMES, POUR UNE MEILLEURE SANTÉ

---

En ces temps d'instabilité sociale et économique, il est encore plus important qu'une alimentation saine, écologique et végétale soit à la portée de toutes les bourses. Malheureusement, le système actuel d'aides publiques ne fait rien pour que l'agriculture européenne cesse de produire des aliments qui sont mauvais à la fois pour notre santé et pour l'environnement ; elle a même contribué à "populariser" ces aliments, au détriment de produits sains et écologiques.

Si les consommatrices et les consommateurs restent libres de leurs choix alimentaires, ils sont tout de même largement influencés voire conditionnés par l'environnement sociétal, culturel et commercial qui les entourent.

#### LES CHANGEMENTS ALIMENTAIRES NÉCESSAIRES À LA PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT DOIVENT ÊTRE SOUTENUS FINANCIÈREMENT

par une réorientation des subventions publiques, la réduction des taxes sur les fruits et légumes et l'annulation des exemptions fiscales qui encouragent les mauvaises habitudes alimentaires.

**C'est aussi en basant nos réglementations commerciales, nos marchés publics et notre restauration collective sur des critères environnementaux et sociaux** que nous pourrons faire la différence.

Pour commencer, il faut fixer un cap politique clair : nous demandons à l'UE et aux gouvernements des États membres **de fixer des objectifs de réduction de la surconsommation de viande et de produits laitiers** [d'au moins 70 % d'ici à 2030 et 80 % d'ici à 2050](#) par rapport au niveau actuel.



©Peter Caton/Greenpeace

## 4. INVESTIR DANS LA PRODUCTION, PAS DANS LES CARBURANTS OU LES FLUX MONDIALISÉS

---

Notre système alimentaire fortement globalisé est aux prises avec la crise du COVID-19. Au lieu de continuer à investir dans des chaînes d'approvisionnement de produits venant de l'autre bout de la planète, nous devons revoir nos priorités et nous tourner vers des productions locales, durables, diversifiées et résilientes, centrées sur l'agriculture écologique. L'UE fait partie des plus gros exportateurs de [produits laitiers](#) et de [viande](#), non sans [graves conséquences](#) sur les économies locales des pays importateurs.

Notre système entraîne également l'expansion des terres agricoles dans de nombreux pays pour des cultures destinées à la production de carburants plutôt que d'aliments. Pratiquement tous les agrocarburants en Europe sont à base de cultures alimentaires, et [plus de la moitié de l'huile de palme](#) importée en Europe sert à fabriquer des carburants. Si on tient compte de la déforestation due à l'augmentation des surfaces utilisées pour produire ces cultures, les émissions des agrocarburants à base d'huile de palme ou de soja peuvent être [deux à trois fois supérieures](#) à celles des carburants fossiles.

Notre système alimentaire et agricole ne doit pas produire toujours plus, mais moins et mieux. Pour y parvenir, **il faut cesser de subventionner la production de carburants à partir de cultures alimentaires.**

Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire de  
**COUPER LES AIDES PUBLIQUES AUX EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS**  
de produits consommés en trop grande quantité, en particulier la viande et les produits laitiers industriels.

**CONCLUSION :** La réponse qui sera apportée aux crises actuelles doit s'attaquer à la racine des problèmes qui rendent notre système alimentaire non durable et vulnérable, et non se contenter d'en traiter les symptômes. Le temps de prendre de vraies mesures ambitieuses est venu pour amorcer la transition vers le système alimentaire et agricole que nous voulons pour notre avenir. L'argent public sur le point d'être investi pour sortir de la crise du Covid-19 et construire le "monde d'après" doit servir à financer les fondements d'un système alimentaire plus résilient, diversifié et durable, qui nous permet de manger plus sainement, de préserver le climat et l'environnement et de garantir des revenus justes et des emplois équitables dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation..

**Contact : Suzanne Dalle - chargée de campagne agriculture** : [suzanne.dalle@greenpeace.org](mailto:suzanne.dalle@greenpeace.org)